

LE NÉCESSAIRE BILAN DE LA DERNIÈRE



05
JAN

RÉFORME DE LA VOIE PROFESSIONNELLE

Bilan de la réforme Blanquer de la voie pro. La réforme de l'enseignement professionnel, engagée depuis quatre ans, visait à revaloriser les diplômes et à lutter contre le décrochage scolaire. Elle visait plus généralement « l'élévation du niveau de qualification des jeunes, leur insertion professionnelle, leur poursuite d'études dans l'enseignement supérieur et la réduction du nombre de sortants sans diplôme ».

Sa mise en œuvre n'a pas vraiment donné les résultats escomptés. De fait, les « points faibles » de la voie professionnelle initiale française sont légion. Ils incluent entre autres une orientation déficiente, une dévalorisation sociale des lycées professionnels, le manque criant de moyens et de maturité chez de nombreux élèves.

Le point le plus ambitieux résidait la volonté affirmée de favoriser la persévérance et de lutter contre le décrochage scolaire qui avoisinait les 10 %, soit deux à trois fois plus d'élèves qu'en voie générale. Cet objectif n'a jamais été atteint. Au contraire, le décrochage scolaire a progressé. In fine, le lycée professionnel échoue souvent dans la fonction « réparatrice » qui lui est allouée. La voie professionnelle accueille des élèves, souvent plus fragiles scolairement comme socialement, est considérée souvent comme une sous-voie.

BILAN DE LA RÉFORME BLANQUER (2019)

Concrètement, la réforme de 2019 s'est traduite par une minoration des enseignements généraux. La réforme On peut citer plusieurs changements notables : choix d'une spécialité en première et non plus en seconde, réduction des heures dédiées à l'enseignement général tel que le français ou l'histoire, réalisation d'un chef d'œuvre final. Des mesures qui ont surtout réduit la possibilité pour ces jeunes de s'adapter aux évolutions du monde du travail en réduisant l'enseignement des matières fondamentales. C'est une grande déception, tout comme la réalisation d'un "chef d'œuvre", qui est une fausse bonne idée et restreint le champ des compétences de façon évidente.

VOIE PROFESSIONNELLE	
SECONDE DE MÉTIERS <ul style="list-style-type: none">Moins d'enseignement généralAccès à l'enseignement supérieur davantage compromisUne année pour affiner les choix d'orientation	CO-INTERVENTION <ul style="list-style-type: none">Permet du lien entre les disciplinesDes disciplines excluesExige du temps de concertation
MIXITÉ DES PUBLICS <ul style="list-style-type: none">Cohabitation difficileCharge de travail pour l'enseignantRapprochement avec l'environnement professionnel	LE CHEF-D'OEUVRE <ul style="list-style-type: none">Un joli mot...Valorisation d'autres compétencesInadapté à certaines filières

DE GROSSES INQUIÉTUDES

PLUS D'INFOS SUR LA RÉFORME

Retrouvez nous sur le site [Pop.csd.fr](http://pop.csd.fr)

Intégration des jeunes sur le marché du travail. Leur taux d'insertion professionnelle sept mois après l'obtention du bac (49 %) ayant été jugé insuffisant par Jean-Michel Blanquer, celui-ci avait choisi de faire reposer sa réforme de la voie pro sur la suppression d'une grande partie des heures du pôle général (mathématiques, sciences, français, arts appliqués, histoire-géographie), signifiant ainsi qu'elles seraient responsables de l'incapacité des jeunes bacheliers à trouver un premier emploi. Cette supposée non-insertion des jeunes aurait pourtant mérité de s'interroger, non seulement sur le fonctionnement des lycées professionnels et sur la portée de tous les enseignements, mais aussi sur la culture et les pratiques des entreprises françaises.

SÉRIEUX DÉFI DE LA QUESTION SOCIALE

Les principales faiblesses du LP en 2024 sont l'orientation et la dévalorisation sociale. Le niveau scolaire, l'accessibilité financière de la formation, le milieu social et l'influence des parents apparaissent comme des critères surdéterminants dans le choix d'orientation. Près de 7 Français sur 10 estiment que les élèves au collège en classe de troisième sont majoritairement mal informés dans le cadre de leur orientation au lycée (68 %). Pour plus d'1 Français sur 2 (52 %), le milieu social d'origine impacte le niveau d'information sur l'orientation au lycée apporté aux élèves en classe de troisième.

Concernant **l'orientation en LP**, les résultats de l'étude font là aussi apparaître une perception de cette orientation comme largement conditionnée : elle ne serait choisie que pour 10 % de la population quand plus d'un tiers (37 %) estime qu'elle est **subie**. Il serait intéressant de comparer ces perceptions et données avec une approche comparative entre les LP publics et privés sous contrat.

Ainsi, l'enjeu social représente la faiblesse principale du lycée professionnel, perçu comme dévalorisé, stéréotypé, à cause d'un faisceau de causes : orientation par défaut, concentration de difficultés, conduisant à renforcer les discriminations. L'origine majoritairement défavorisée des élèves de la voie professionnelle, donc le séparatisme social et scolaire, alimente l'image négative, le regard social dévalorisé porté sur cette voie. Pour la quasi-totalité des Français, la scolarité dans la voie pro expose à des discriminations.

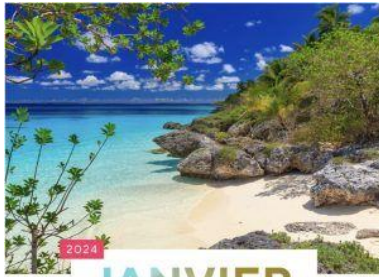
Le décalage entre idéal et réalité de la voie professionnelle est frappant et révélateur : près de 9 Français sur 10 pensent que l'orientation en LP devrait concerner n'importe quel élève qui souhaite acquérir des compétences professionnelles, mais seule la moitié pense que l'orientation concerne en réalité n'importe quel élève. Le fossé entre théorie et réel résume le défi du lycée professionnel : devenir un choix pour tous les élèves. Or, tant que 79% pensent que l'enseignement n'y est pas assez dévalorisé, cet écart pourrait-il baisser ?

TIRONS LES LEÇONS DES ERREURS PASSÉES ... À REBOURS DE LA MÉTHODE GRANDJEAN

Le LP est un lieu de déterminisme social, le reflet des inégalités de la société française et il est vécu comme tel par les élèves. L'enjeu de justice sociale est donc essentiel. La transformation et l'attractivité du LP ne peuvent donc faire l'économie de la question du séparatisme social et scolaire comme celle de l'attractivité du lycée professionnel, soit une remise en question du système éducatif. Or, la réforme annoncée ne répond pas à ce chantier. Elle est déconnectée des enjeux, des besoins et attentes des Français.

Le projet du gouvernement n'apporte toujours pas de réponse au défi des inégalités et de la dévalorisation sociale du LP. La publication des IPS est à cet égard sans appel : 93,4% des lycées professionnels ont un IPS inférieur à la moyenne nationale. Les réformes [Darcos](#) (« Bac Pro 3 ans » – 2009) et [Blanquer](#) (RVP – 2019) avaient pour ambition de métamorphoser l'enseignement professionnel, et plus largement la voie pro tout entière. Le projet de réforme Grandjean annonce le même objectif. Si l'objectif est récurrent dans les discours des ministres chargés de l'Éducation nationale, quel que soit le gouvernement dont ils dépendent, la méthode est cette fois plus singulière.

Force est de constater que le gouvernement Borne a décidé de métamorphoser la voie pro sans prendre la précaution de tirer les conclusions des dernières réformes ou d'expérimenter sur le terrain les mesures nouvelles envisagées, à l'instar du port de l'uniforme. Cette volonté de réformer la voie professionnelle à marche forcée – contre l'avis unanime de la communauté éducative – est promise à un échec assuré.



JANVIER